

CARLA ARAUJO, PRIX DU DEFENSEUR MILITAIRE DE L'ONU 2019 : "LES FEMMES, UN ATOUT INDISPENSABLE POUR UNE PAIX DURABLE"



MINUSCA EN ACTION

BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA MINUSCA | #76 | MAI-JUIN 2020



LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DES POPULATIONS DU CENTRE DE LA RCA RESTENT UNE PRIORITÉ DES CASQUES BLEUS



MINUSCA



UN_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA



UN_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG



La Radio Guira 93.3 FM, Les ondes de la paix



**Guira FM diffuse quotidiennement des informations
et des émissions sur divers sujets d'actualité
en Français et en Sango.**



SOMMAIRE

- 4- **LA SECURITE ET LA PROTECTION DES POPULATIONS DU CENTRE DE LA RCA RESTENT UNE PRIORITE DES CASQUES BLEUS**
- 6- **LANCLEMENT DE PROJETS COMMUNAUTAIRES DANS LE 3^{eme} ARRONDISSEMENT DE BANGUI**
- 8- **REHABILITATION DU POSTE DE POLICE DE KOKORO-BOEING POUR AMELIORER LES SERVICES AUX USAGERS**
- 9- **LT. JOVIA KAMPIRE, ENGAGEE AUX COTES DES POPULATIONS**
- 10- **BOUAR FIN DE FORMATION DE 646 ELEMENTS DESTINES AUX USMS**
- 11- **CARLA ARAUJO, PRIX DU DEFENSEUR MILITAIRE DE L'ONU 2019 "LES FEMMES, UN ATOUT INDISPENSABLE POUR UNE PAIX DURABLE"**
- 14- **DES JEUNES GENDARMES FORMES POUR LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES BASEES SUR LE GENRE**
- 16- **BANGUI UN CENTRE DE DETENTION AUX NORMES, REMIS AUX AUTORITES PENITENTIAIRES**
- 17- **AGENTS DE L'ETAT ET LEADERS COMMUNAUTAIRES DE BAMBARI FORMES A LA BONNE GOUVERNANCE**
- 18- **NDELE UNE MISSION POUR EVALUER LA SITUATION HUMANITAIRE**
- 19- **MALA RECONSTRUIRE LE TISSU SOCIAL A TRAVERS LA CULTURE DE LA PAIX**
- 22- **DU MATERIEL POUR OPTIMISER LES CAPACITES DES JURIDICTIONS MILITAIRES EN RCA**
- 24- **THERAPIE ARTISTIQUE POUR LES ENFANTS VICTIMES D'AGRESSIONS A KAGA BANDORO**
- 27- **DANS LES RANGS D'UNE PATROUILLE DU GROUPE D'INTERVENTION MIXTE DE BANGUI**



DIRECTEUR DE PUBLICATION
Charles Antoine Bambara

RÉDACTRICE EN CHEF
Uwolowulakana Ikavi-Gbetanou

ÉDITEUR
Abou Mouhillou Seidou

EQUIPE RÉDACTIONNELLE
Deubalbet Wewaye
Ghislaine Atta
Maria Kabatanya

PHOTOGRAPHIE
Herve Serefo,
Leonel Grothe

ILLUSTRATION
Oliveira Brahim

MISE EN PAGE
Francis Yabendji-Yoga

WEBMASTER
Dany Balepe

PRODUCTION
Division de la communication stratégique et de l'information publique - MINUSCA

MINUSCA en action #76
- Mai-juin 2020

LA SECURITE ET LA PROTECTION DES POPULATIONS DU CENTRE DE LA RCA RESTENT UNE PRIORITE DES CASQUES BLEUS

Dans le cadre de son mandat de protection des populations, la Force de la MINUSCA a lancé deux opérations majeures, à savoir l'opération "Iga-na Siriri" (Ramener la paix en Sango) à Ndélé (Centre-nord) ainsi qu'une autre dans le triangle Sibut-Grimari-Kouango (préfectures de la Ouaka et Kemo), afin de faire face à la situation sécuritaire dans ces régions.

ANdélé, l'opération se mène conjointement avec la centaine de soldats FACA, récemment déployés dans la ville, et vise à rétablir un environnement sûr et sécurisé dans et autour de la localité, à assurer la protection des civils et à aider à la mise en place de conditions sécuritaires permettant la reprise immédiate des activités humanitaires destinées aux populations déplacées. Elle a aussi pour objectif de créer les conditions favorables à une solution politique durable à la crise dans la préfecture de Bamingui-Bangoran, contribuant ainsi à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) dans la région. A cet effet, les effectifs sont renforcés notamment avec le déploiement d'une unité de casques bleus d'intervention rapide dédiée aux opérations d'ampleur, ainsi que l'envoi d'un détachement de policiers des Nations Unies, à-même d'appuyer les enquêtes initiées et de contribuer au maintien de l'ordre afin de prévenir tout acte criminel dans la ville. L'opération à Ndélé se justifie par la série d'attaques délibérées contre la population civile par les groupes armés, auxquelles la Force de la MINUSCA a dû répondre avec vigueur le 29 avril dernier, pour expulser les assaillants de la ville.

Quant à l'opération dans le triangle Sibut-Grimari-Kouango, son but est de mettre fin aux activités illégales du groupe criminel dirigé par le dénommé Ayoloma, à renforcer la protection des populations civiles et à assurer la liberté de mouvements le long des axes principaux et secondaires dans la zone Sibut-Grimari-Kouango. L'opération fait suite aux exactions commises par ce groupe sur la population locale, dont celle du 15 mars dernier au cours de laquelle un soldat de maintien de la paix de nationalité burundaise est tombé dans sa mission de protection des civils.



En plus de ces deux nouvelles opérations, la Force de la MINUSCA poursuit l'opération "Kiri na autorité" (Restaurer l'autorité de l'Etat) lancée le 10 avril 2020 dans l'Ouest de la RCA, afin de freiner les activités des groupes armés qui, en période de transhumance, taxent illégalement les populations et contribuent à l'insécurité. A cet effet, l'ultimatum de la Force, début mai,

a forcé les éléments du groupe Retour, réclamation et réhabilitation (3R) à quitter le village de Baboua (Nana-Mambéré) où ils tentaient d'installer une base, en violation de l'APPR-RCA. Par ailleurs, dans la Lobaye, les forces onusiennes contrôlent la zone et surveillent les routes de transhumance afin d'éviter tout incident entre populations nomades et sédentaires.

Malgré le contexte du COVID-19, la MINUSCA réitère son engagement à exécuter pleinement son mandat, notamment la protection des popu-

lations civiles et des institutions, l'appui à la mise en œuvre de l'Accord de paix et la création d'un environnement sécuritaire propice à la tenue des prochaines élections. Elle continue à travailler étroitement avec les Forces de défense et de sécurité centrafricaines (FSI) comme en témoigne le soutien important apporté récemment par la Force et la Police de la MINUSCA au déploiement de policiers et de gendarmes à Ippy, Bria et Kaga-Bandoro, ainsi que des FACA à Ndélé, des régions où les FSI étaient absentes depuis 2012.



LANCEMENT DE PROJETS COMMUNAUTAIRES DANS LE 3^{EME} ARRONDISSEMENT DE BANGUI

Réhabilitation du centre de santé urbain Mamadou-Mbaiki. Remise en état de marche du collecteur (canaux d'évacuation d'eaux usées) de Ouham Bar au PK5; réfection de l'école Kina; éclairage des rues partant du monument Koudoukou au rond-point du 3^{ème} arrondissement jusqu'à l'entrée du quartier Castors. Bitumage et l'électrification de l'Avenue Idriss Deby, entre autres.

Voilà autant de projets communautaires lancés, le 29 mai 2020, au PK5 de Bangui, à travers des poses de premières pierres par le Premier ministre, Firmin Ngrebada, accompagné de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général (en République centrafricaine) et Coordinatrice humanitaire, Denise Brown, au cours d'une cérémonie modeste dans un contexte du COVID-19.

Certains de ces projets sont déjà en cours d'exé-



cutation, marquant ainsi la reprise effective des activités gouvernementales suspendues durant cinq mois, du fait de la montée de l'insécurité dans le 3^{ème} arrondissement de la capitale.

Prenant à témoin les différents partenaires de la RCA dont l'Union européenne, la Banque mondiale et la MINUSCA, Firmin Ngrebada a rassuré la population. « Contrairement à ce que d'aucuns peuvent penser, le Gouvernement n'a jamais oublié le 3^{ème} arrondissement de Bangui, et encore moins le PK5. La cérémonie de ce matin traduit toute l'attention que le gouvernement accorde aux problèmes de nos populations en général et celles du PK5 en particulier », a insisté le chef du Gouvernement.

Parmi les efforts en cours, on note l'amélioration du cadre sécuritaire qui a permis, entre autres, la mise en œuvre de travaux publics afin d'améliorer la connectivité du PK5 aux quartiers environnants, ainsi que l'accès aux services sociaux de base par la population, le programme de reconstruction économique et social en milieu urbain, etc.

« Ce n'est pas un bâton magique qui a fait que, cinq mois plus tard, nous sommes ici avec le Premier ministre, mais le travail et à l'engagement de la communauté, des comités de crise, des ex-groupes d'autodéfenses, des mosquées, des autorités et tout le monde », a soutenu Denise Brown, dans son mot de circonstance. Cette dernière a également saisi l'occasion pour exhorter la jeunesse du PK5 à divorcer d'avec la violence. « Votre avenir n'est pas limitée à la violence », leur a-t-elle rappelé.

La présence des partenaires techniques et financiers de la Centrafrique à cette cérémonie dénote encore une fois de leur engagement au profit des populations centrafricaines. Elle est surtout la preuve que la paix est une condition sine qua non à tout développement humain. Les autorités et les habitants du 3^{ème} arrondissement bénéficieront sous peu des dividendes de la paix. Une exhortation à plus d'actions concrètes pour la rendre durable.

Deubalbet Wewaye

REHABILITATION DU POSTE DE POLICE DE KOKORO-BOEING POUR AMELIORER LES SERVICES AUX USAGERS



Le poste de police de Kokoro-Boeing, dans le 3ème arrondissement de Bangui, vient de voir ses capacités renforcées grâce à un projet de réhabilitation et d'équipement de cette unité, en mobiliers, outils informatiques, panneaux photovoltaïques, ainsi que l'aménagement de toilettes et la réalisation d'un mur de clôture pour y renforcer la sécurité.

La remise officielle du projet initié par la Police de la MINUSCA pour 19.414.428 Francs CFA, a eu lieu le 2 juin 2020, dans le strict respect des mesures barrières contre la propagation du COVID-19. Il permettra d'y améliorer de façon conséquente les prestations de services aux populations. Les nouvelles conditions de travail et la disponibilité du matériel adéquat offriront dorénavant plus de rapidité dans le traitement des dossiers, donc de meilleurs services aux usagers dans leurs interactions quotidiennes.

« Nous Police de la MINUSCA et vous les Forces de sécurité intérieure devons continuer à travailler ensemble, main dans la main, pour garantir les acquis de la Réforme du secteur de la sécurité, afin d'en faire profiter les Centrafricains » a dit Blanchard Keke, le représentant de la Police de la MINUSCA, s'adressant aux bénéficiaires de l'ouvrage.

Franck Gnapié

LT JOVIA KAMPIRE, ENGAGEE AUX COTE DES POPULATIONS

La RCA est sa deuxième Mission de maintien de la paix, après le Darfour où elle a servi entre 2017 et 2018. A l'occasion de la Journée internationale des casques bleus, le 29 mai 2020, nous vous proposons d'en savoir plus sur le Lieutenant Jovia Kampire et son travail au sein de la MINUSCA à Bria (Est de la RCA)

Chargée de la défense de l'égalité et du genre au sein du contingent rwandais de la MINUSCA à Bria, le Lieutenant Jovia Kampire s'investit, avec ses collègues d'armes, au retour de la paix en République centrafricaine, à l'autonomisation de la femme et la scolarisation des filles, entre autres. En plus de la protection des populations civiles, elle se donne à cœur joie à des activités civilo-militaires et humanitaires, afin d'alléger la souffrance de certaines populations à risque.

Sa journée n'est pas de tout repos, mais la jeune femme se dit plus que déterminée pour la bonne cause : « Je me réveille chaque jour à 4h30 du matin pour aller à la rencontre des femmes que nous exhortons à prendre une part active dans le processus de paix, au sein de leurs communautés » dit-elle.

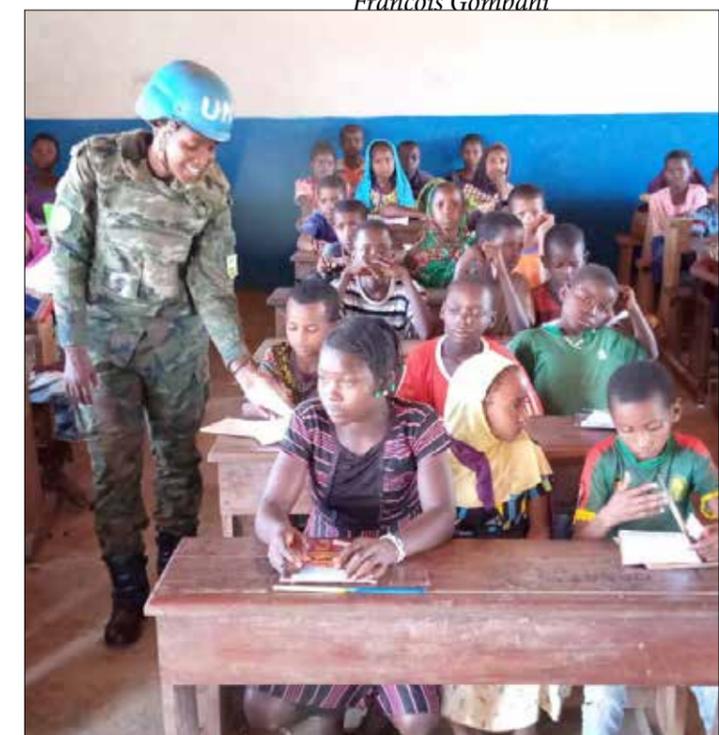
Sa passion du terrain et le sens du contact avec les populations la conduisent fréquemment au site de déplacés PK3, à Bornou, Gobolo, aux villages de Boun-gou 1 et 2. « Partout où nous passons, nous encourageons les filles à aller à l'école, et surtout à éviter les mariages précoces », explique le Lieutenant Kampire. Un parfait exemple d'engagement auprès des couches vulnérables.

Pour matérialiser cette détermination, elle et son équipe ont distribué des kits scolaires aux élèves filles des écoles Dandoulou et Barangbake de Bria. « Nous avons également aidé les femmes de Boun-gou 1 à se mettre ensemble dans une coopérative agricole qui leur a permis de produire des légumes pour leur propre consommation. Le surplus mis

en vente leur rapporte de l'argent et les rend autonomes », se félicite, en outre, le Lieutenant pour qui « Quand les femmes sont ensemble, elles promeuvent la paix ».

Convaincue que les femmes ont un grand rôle à jouer dans les opérations de maintien de la paix, parce que « les femmes sont résilientes, disciplinées et moralement préparées pour apporter la paix, car accédant à toutes les parties prenantes », elle plaide pour l'augmentation de leur nombre et responsabilités sur le théâtre des opérations de maintien de la paix. « Il faut promouvoir l'égalité des genres et augmenter le nombre de femmes dans le maintien de la paix pour qu'elles servent de modèles aux populations locales », conclut-elle.

Francois Gombahi



BOUAR

FIN DE FORMATION DE 646 ELEMENTS DESTINES AUX USMS



646 éléments des Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS) dont 31 femmes, constitués de 205 éléments des Forces armées centrafricaines (FACA), 32 gendarmes, 29 policiers et 380 stagiaires (ex-combattants) formés en deux phases dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR) ont reçu, le 12 mai 2020, de manière symbolique, leurs certificats de fin de formation, au Camp Leclerc de Bouar, dans la Nana Mambere (Ouest de la RCA).

La cérémonie, présidée par le Président de la République, Faustin Archange Touadéra, en présence du Président de l'Assemblée nationale, Laurent Ngon Baba, du Premier ministre, Firmin Ngrebada, des représentants de la MINUSCA, de l'Union européenne (UE) et de l'Union africaine (UA), marque la sortie officielle de ces éléments des USMS. C'est une des recommandations de l'Accord de paix qui se concrétise ainsi.

« Cette cérémonie témoigne de mon engagement à privilégier le dialogue entre le Gouvernement et les 14 groupes armés pour une paix durable en Centrafrique. Désormais, vous êtes

appelés à servir l'armée centrafricaine sous le commandement du Chef d'Etat-major, et non d'un groupe armé pour le contrôle des couloirs de transhumance, de sites miniers qui sont le plus souvent source des conflits », a déclaré le Chef de l'Etat. A l'heure de la pandémie à Coronavirus, le président de la République a exhorté les militaires et la population de la Nana Mambéré à respecter les mesures barrières, pour en éviter la propagation.

Pour la Représentante de l'UE, Samuela Isopi, les USMS de Bouar sont une expérience pilote pour servir d'une bonne leçon aux autres zones. « L'UE est très attachée au respect des engagements de l'APPR. Elle est déshonorée de voir certains groupes armés continuer à s'affronter et compromettre ainsi la protection des populations civiles », a-t-elle précisé.

Le rapport de fin de formation a été lu, pour la circonstance, par le Commandant de la zone de défense Nord-ouest, avant la symbolique coupure du ruban du bâtiment de formation des Forces de sécurité intérieure (FSI) financé par l'Union européenne.

Alain Francois Matchindji



**CARLA ARAUJO, PRIX DU DEFENSEUR
MILITAIRE DE L'ONU 2019**
**“LES FEMMES, UN ATOUT
INDISPENSABLE POUR UNE
PAIX DURABLE”**



“C’est un acte de reconnaissance pour moi et le privilège de voir que nos initiatives portent des fruits”. C’est en ces termes que la Commandante Carla Monteiro de Castro Araujo, officier de Marine brésilienne en poste à la MINUSCA, a commenté sa nomination comme “Défenseur militaire 2019 des Nations Unies pour l’égalité des sexes”.

Prix qu’elle a reçu du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, lors d’une cérémonie virtuelle marquant la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies, le 29 mai 2020.

C’est la deuxième année consécutive qu’un soldat de la paix du contingent brésilien de la MINUSCA reçoit ce prix, qui témoigne de la reconnaissance de la contribution d’un soldat de maintien de la paix à la défense des idéaux de la Résolution 1325 des Nations Unies “Femmes, paix et sécurité” dans le contexte d’une opération de maintien de la paix. Un prix que le Commandant Araujo partage cette année, une première, avec le Major Suman Gawani de l’armée indienne,

observateur militaire en poste à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (UNMISS).

Carla Monteiro de Castro Araujo est née à Niterói, Rio de Janeiro, en 1969. En 1997, après ses études supérieures à l’Universidade Federal Fluminense, elle rejoint la Marine brésilienne qu’elle sert pendant 17 ans, dont cinq comme Directrice adjointe de l’unité médicale expéditionnaire. D’où son intérêt pour le travail humanitaire et les questions liées au genre.

Conseillère militaire de la MINUSCA en matière de genre depuis avril 2019, sa contribution a permis à la Mission d’augmenter considérablement le nombre de points focaux pour la protection des femmes et des enfants en République centrafricaine. Elle

a œuvré pour la promotion de l’égalité des sexes, en créant notamment un programme de formation sur les questions relatives au genre et à la protection.

Son objectif avoué est d’amener les quelques 11000 Casques bleus onusiens sur le terrain à intégrer l’aspect genre dans leurs fonctions quotidiennes. « Nous encourageons le leadership et le personnel de la Mission à inclure une perspective de genre dans toutes leurs activités. Grâce à notre réseau de points focaux au sein de tous les contingents militaires, nous sensibilisons les troupes à être sensibles au sort des hommes et femmes affectés par les conflits », indique-t-elle.

Le prix reconnaît également ses efforts de formation, en février 2020, de 53 cadres supérieurs et de 30% du personnel militaire de la Mission, sur la protection notamment des femmes et filles contre la violence sexuelle liée aux conflits, à l’exploitation et aux abus sexuels.

En effet, une journée de travail de Carla Araujo consiste en des contacts avec des conseillers militaires en matière de genre, ainsi qu’avec les équipes spéciales sur le terrain, pour recueillir des informations et analyser des rapports afin d’identifier la meilleure ligne de conduite. Les visites de terrain sont aussi de ce lot quotidien. « Je reviens tout juste d’une mission d’évaluation des risques à Bangassou et Pombolo, dans le Sud-est de la RCA, où nous avons discuté de la façon de renforcer le Réseau d’alerte communautaire, une plate-forme permettant aux femmes de jouer un rôle clé en informant la population locale sur la façon de contacter la Mission pour obtenir de l’aide. »

« Les femmes sont un atout indispensable pour une paix durable. Nous avons besoin d’elles sur le terrain », a déclaré la commandante Carla Araujo, qui lance un appel aux États membres de croire au potentiel de leur personnel féminin en les formant pour qu’elles soient pleinement qualifiées. « En tant que femmes soldats du maintien de la paix, nous avons une occasion unique de responsabiliser la population locale lorsque

nous sommes vues en train de travailler côte à côte avec nos homologues masculins », a-t-elle fait valoir.

A l’approche de la fin de son affectation, elle se remémore le parcours remarquable qui a conduit à cette distinction honorifique, à toutes les fois où, loin de ses proches, elle était parfois dans le doute. « Sans le soutien de notre hiérarchie, de nos collègues civils et l’engagement de notre personnel militaire, rien ne pourrait être accompli », a-t-elle ajouté, témoignant sa gratitude envers « ses collaborateurs pour le travail ensemble abattu ».

Et comme le souligne le Secrétaire général de l’ONU dans son message de félicitation à son égard ainsi que du Major Gawani, « ces Casques bleus sont de puissants modèles. Grâce à leur travail, elles ont apporté de nouvelles perspectives et ont contribué à renforcer la confiance parmi les communautés que nous servons. Grâce à leur engagement et à leurs approches innovantes, elles démontrent la norme d’excellence qui inspire les soldats de la paix du monde entier. Alors que nous faisons face aux défis du Covid-19, leur travail n’a jamais été aussi important et pertinent ».

Abou Mouhilou Seidou / Maria Kabatanya





DES JEUNES GENDARMES FORMES POUR LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES BASEES SUR LE GENRE

Organisée du 2 au 5 juin 2020 dans les locaux de l'École de Gendarmerie de Bangui, la formation initiée par l'équipe spécialisée en violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) de la Police de la MINUSCA, vise à donner aux jeunes recrues de la Gendarmerie nationale les notions de base pour identifier et lutter contre cette forme de criminalité dont les principales victimes sont les femmes et les enfants.

Elle a bénéficié de l'appui des autorités compétentes en la matière, notam-

ment le Procureur général près la Cour d'appel de Bangui et du Directeur de l'Unité mixte d'intervention rapide et de répression des violences faites aux femmes et aux enfants (UMIRR), le Lieutenant-colonel Paul Amédée Moyenzo pour qui cette formation est extrêmement importante car : « nous rencontrons un trop grand nombre de femmes et d'enfants victimes de VSBG en RCA. En sortant d'ici ces futurs gendarmes seront les ambassadeurs de la lutte contre ce fléau, car c'est eux qui demain seront les officiers de Police judiciaire aux côtés des magistrats pour protéger et rendre justice aux femmes et aux filles, principales victimes des violences sexuelles ».

“ En sortant d'ici ces futurs gendarmes seront les ambassadeurs de la lutte contre ce fléau, car c'est eux qui demain seront les officiers de Police judiciaire aux côtés des magistrats pour protéger et rendre justice aux femmes et aux filles, principales victimes des violences sexuelles. ”

Lieutenant-colonel Paul Amédée Moyenzo,
Directeur de UMIRR

De son côté, Narcisse Foukpio, Avocat général près la Cour d'appel de Bangui et Commissaire du Gouvernement près les juridictions militaires, formateur à l'occasion, renchérit : « Ces jeunes seront demain en première ligne de la répression des VSBG, ils doivent donc dès à présent se familiariser aux différentes notions juridiques qui entourent ces infractions. Tous les acteurs de la chaîne pénale doivent tenir le même langage ».

Mais s'ils sont en première ligne de la lutte contre les VSBG, les hommes en uniformes n'en sont malheureusement pas moins parfois des acteurs. En effet, il arrive que certains soient impliqués dans ces infractions. Et pour l'Avocat général : « cela fait aussi partie des défis multiples auxquels sont confrontés les acteurs de la lutte contre les VSBG. D'où la nécessité de bien sensibiliser ces jeunes, pour éviter qu'ils soient traduits en justice, avec en plus, des circonstances aggravantes du fait de leur statut d'agents d'application de la loi ».

Franck Gnapié



BANGUI

UN CENTRE DE DETENTION AUX NORMES REMIS, AUX AUTORITES PENITENTIAIRES

160 millions FCFA (environ 300.000 Dollars américains). C'est ce qu'a coûté le bâtiment flambant neuf remis, le 28 mai 2020, aux autorités pénitentiaires du Camp De Roux de Bangui à l'occasion d'une cérémonie allégée, pour répondre à l'urgence de l'heure marquée par la pandémie du COVID-19.

Entièrement financés par l'Ambassade des États-Unis et exécutés par la MINUSCA, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les travaux commencés le 1er juillet 2019 ont duré environ 11 mois, pour accoucher du beau joyau composé de 12 dortoirs dont 2 d'isolement, de 80 lits, d'une buanderie, d'une salle polyvalente et d'un lieu de rassemblement.

Un bâtiment qui « répond aux normes de sécurité très élevée, compte tenu de la nature de certains détenus », a précisé Flammarion Goba, Directeur général des Services pénitentiaires qui s'exprimait, lors de la réception provisoire, au nom du Ministre de la justice et des droits de l'homme dont il a transmis les remerciements à la MINUSCA qui s'est impliquée depuis la mobilisation des ressources jusqu'à la finalisation des travaux.

« Cette cérémonie est la preuve que les bonnes choses sont possibles avec la détermination des uns et des autres. Ce bâtiment aux normes internationales était très attendu. En cette période de COVID-19, nous allons veiller à la distanciation sociale au sein des détenus », a dit M. Goba, en réitérant ses remerciements au trio qui a rendu possible la construction du joyau : l'Ambassade des USA, la MINUSCA et le PNUD.



Représentant le Chef de l'unité pénitentiaire de la MINUSCA, Luc Sogo Zina a salué « la bonne collaboration des autorités qui a permis l'atteinte des résultats à temps » et précisé que « ce bâtiment répondant aux normes internationales constitue une bonne solution à la surpopulation carcérale actuelle, surtout en cette période de pandémie de COVID-19 » et souhaité qu'on veille à l'intégrité physique et morale des détenus.

Doléances réitérées au cours d'une interview par Paulin Kalamba Mwalaba, architecte au PNUD qui a suivi les travaux et qui « espère que les détenus utiliseront les lieux en bons pères de familles, en y gardant une bonne hygiène ».

La construction de ce lieu de détention rentre dans le cadre d'un projet d'appui à la Cour pénale spéciale (CPS) et est piloté par la MINUSCA et le PNUD.

Abou Mouhilou Seidou



AGENTS DE L'ETAT ET LEADERS COMMUNAUTAIRES DE BAMBARI FORMES A LA BONNE GOUVERNANCE

Ils étaient 30 leaders communautaires et agents de l'État, répartis en deux groupes de 15, pour respecter les mesures barrières contre le COVID-19, à prendre part à cet atelier organisé les 21 et 22 mai 2020 par la Section des affaires politiques du bureau régional de la MINUSCA à Bambari.

Au menu des échanges interactifs empreints de partages d'expériences, les défis de la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA (APPR-RCA), le paysage institutionnel du pays, la problématique de l'autorité publique, entre autres.

D'entrée, le Coordinateur des affaires politiques de la MINUSCA et Chef de bureau par intérim, Danny Clovis Siaka, a souligné que tous les modules des deux jours de formation visaient à « faire en sorte que les autorités publiques puissent gérer les affaires publiques au mieux de l'intérêt général, au mieux de l'esprit républicain ». En d'autres termes, il s'agit de la bonne gouvernance comme règle incontournable pour conduire efficacement l'action publique à tous les niveaux.

À son tour, le Préfet de la Ouaka, Victor Bissekoin, a expliqué les contours de l'APPR et dit en quoi il est important de s'inscrire dans la dynamique du document qu'il a qualifié « d'accord de la dernière chance pour le pays ». L'environnement institutionnel a aussi été abordé par le Directeur régional de la Fonction publique.

Marie-Fernande Remanda, troisième conseillère au Président de la Délégation spéciale de Bambari, participant à la formation, n'a pas caché sa joie au sortir de la salle, tout en promettant de porter plus loin le message : « On a appris beaucoup de choses. Ça nous permet d'aller maintenant à la mairie, ou dans notre communauté ou même dans notre cellule familiale pour commencer à parler de l'APPR, à parler d'autorité publique à la population. Et comme ça, petit à petit, la population va s'enquérir de tout cela ». Il faut préciser que cette formation englobe toutes les sous-préfectures de la Ouaka, pour mettre tout le monde au même niveau d'information et d'engagement citoyen, afin de faire avancer le processus de paix dans la préfecture.

Alou Diawara

NDELE

UNE MISSION POUR EVALUER LA SITUATION HUMANITAIRE



La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine et Coordonnatrice humanitaire, Denise Brown, s'est rendue à Ndele (Nord de la RCA), le 21 mai 2020, accompagnée des représentants du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), et de responsables d'ONG travaillant dans la préfecture.

Cette descente sur le terrain est consécutive à l'attaque du 29 avril 2020 ayant occasionné des pertes en vies humaines et forcé les populations à chercher protection, pour certaines autour de la base de MINUSCA, et d'autres sur les sites aménagés par l'OIM.

Le constat, à l'issue de cette visite, est positif au vu de la situation actuelle à Ndélé. Madame Brown a remercié le Gouvernement centrafricain et la MINUSCA pour le déploiement des Forces armées centrafricaines (FACA) et des casques bleus des Nations Unies pour conjointement sécuriser la ville et ses environs, afin de favoriser les mouvements des humanitaires.

Elle a tout aussi regretté les attaques ciblées contre les ONG et les humanitaires, car elles rendent difficiles l'assistance aux populations déplacées qui sont dans un besoin urgent. Déplacés dont elle déplore les conditions de vie actuelles, pour conclure qu'une assistance humanitaire urgente s'avère nécessaire en faveur de ces habitants qui se disent traumatisés par les récents événements et pas prêts à rentrer chez eux.

Honore Samedji

« La MINUSCA exige la cessation des hostilités en cours à Obo ainsi que le départ immédiat de l'Unite pour la paix en Centrafrique (UPC) de la région d'Obo, de Zemio et de Bambouti (Sud-Est). Elle met en garde Ali Darassa et lui demande de mettre fin à l'expansionnisme inacceptable de l'UPC au-delà des positions qui étaient les siennes avant le 6 février 2019, date de la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). La Mission exécutera, quant à elle, son mandat de protection des populations civiles en étroite collaboration avec les Forces armées centrafricaines (FACA) », selon son porte-parole, Vladimir Monteiro.



MALA

RECONSTRUIRE LE TISSU SOCIAL A TRAVERS LA CULTURE DE LA PAIX

A l'instar des autres sous-préfectures de la République centrafricaine, la ville de Mala dans la préfecture de Kémo (Centre de la Centrafrique) a vécu une crise qui a déchiré son tissu social et rendu difficile la cohabitation entre ses communautés. La situation est d'autant plus particulière pour cette ville perdue au milieu de nulle part, avec des infrastructures routières qui n'y facilitent pas l'accès des représentants de l'Etat et des travailleurs humanitaires.

La MINUSCA, malgré la situation sécuritaire très volatile dans la zone, a organisé le 15 mai 2020, dans les locaux de la sous-préfecture, un atelier de réflexion sur la culture de la paix, avec une soixantaine de personnes dont les autorités locales, les leaders religieux, les représentants de la jeunesse et des femmes. L'objectif de cette rencontre est d'ancrer la culture de la paix et du vivre-ensemble dans les habitudes des populations, afin de reconstruire le tissu social mis à mal par la crise.

L'Organisation des femmes centrafricaines

(OFCA) à Mala sensibilise déjà la population sur les valeurs à promouvoir pour une paix véritable, la cohésion sociale et la réconciliation entre les communautés à travers le dialogue et le pardon. « Nous nous mettons proches de la population à travers différentes activités de promotion de la paix, mais cela ne suffit pas encore. Nous n'aurons la paix que quand les gens auront arrêté de se rendre justice eux-mêmes et pardonner à leurs prochains », a dit Jeanne Ngate, une des responsables de l'organisation féminine.

Pour sa part, Noël Josué Zokonou, responsable de la jeunesse du 2ème arrondissement, lance un appel de détresse à l'endroit du Gouvernement et des partenaires à qui il demande d'accroître leur présence dans cette sous-préfecture, afin d'accompagner les jeunes à devenir acteurs de la paix et non à demeurer des moteurs de conflits.

Les participants ont réitéré leur total engagement pour la lutte pour la paix, la cohésion sociale et le vivre-ensemble dans leur localité.

Prince Yannick Edoua

BREVES COVID-19

▣ **À Bria dans la Haute Kotto**, les moyens de la riposte contre le COVID-19 se mettent progressivement en place avec des contrôles aux principaux points d'entrée dans la ville de Bria. Le premier point a été installé à l'entrée de l'axe Ippy. Le Médecin chef du District sanitaire de la Haute Kotto a réceptionné, à cet effet, des kits et matériels divers de la part de la MINUSCA.

▣ **Appuyés par la Section des affaires civiles de la MINUSCA**, 75 relais communautaires ont sillonné pendant 3 jours la ville de Bambari pour expliquer les mesures de prévention et de lutte contre le COVID-19. A l'arrivée, ce sont plus de 7.000 ménages regroupant environ 24.000 personnes qui ont été touchés par l'opération. Une soixantaine de ménages ont cependant refusé de recevoir les équipes.

▣ **Le 30 mai 2020**, le détachement de la Police de la MINUSCA à Bossangoa a sensibilisé les gendarmes et policiers sur le COVID-19. A cette occasion, une attention particulière a été portée sur les mesures barrières qui limitent les risques de propagation de la maladie. A l'issue de cette activité, le chef de poste a remis un lot d'une centaine de masques en tissus lavables et réutilisables au lieutenant Alexandre Lamer, commandant de la gendarmerie de Bossangoa.

▣ **Le 1er juin 2020**, une dizaine d'agents des Forces de sécurité intérieure (Gendarmerie, Police, Douanes, Eaux et forêts) ont été formés sur le COVID-19 par la région sanitaire de Bossangoa soutenue par la section

des Affaires civiles de la MINUSCA. La séance a permis de sensibiliser les FSI, mais aussi de les impliquer dans la prévention contre la propagation de la pandémie. Au terme de cet atelier, les FSI ont été invitées à relayer les informations auprès des populations, tout en renforçant les mesures de surveillance, notamment aux différents points d'entrée de la ville.

▣ **Conférence de presse**, le 3 juin 2020, du Ministre de la communication et porte-parole du Gouvernement. Les échanges ont porté sur l'évolution de la situation du COVID-19 et les efforts que fournis le Gouvernement pour lutter contre cette pandémie. Occasion pour le Ministre d'annoncer des mesures restrictives supplémentaires dans les jours à venir, vu l'augmentation des cas de contaminations.

▣ **A Bangassou dans la préfecture de Mbomou**, confirmation depuis le 2 Juin 2020 du premier cas de COVID-19. C'est à travers un communiqué du Ministère de la santé et de la population que les habitants de cette localité ont été informés. La Préfète du Mbomou a confirmé la nouvelle et appelé la population au strict respect de mesures barrières.

▣ **Dans la Basse Kotto**, un comité de crise pour la lutte contre le COVID-19 a été mis en place avec le soutien de la MINUSCA. Il est présidé par le Sous-préfet de Mobaye Cyrille Bienvenu Komobaya.

▣ **Tous les lundi et mercredi de 10h à 11 heures**, depuis le début de la pandémie sur Guira FM, un jeu concours

radiophonique interactif dénommé « SO BENDA » en direct permet aux auditeurs de mesurer leur degré de connaissances sur les mesures barrières contre le COVID-19. Les auditeurs appellent non seulement de Bangui mais aussi des préfectures pour répondre aux questions posées par l'animateur, et remporter plusieurs lots dont des t-shirts, casquettes, parapluies, petits postes radios, etc.

▣ **Premier décès d'un personnel de la MINUSCA des suites de COVID-19**, un décès rapporté dans le communiqué de presse du Ministère de la santé du 6 juin 2020. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RCA et l'ensemble du personnel de la MINUSCA ont présenté leurs condoléances à la famille du disparu.

▣ **À Bangui**, la MINUSCA, le Comité local de paix et de réconciliation du 3ème arrondissement et le Ministère de la santé ont sensibilisé 87 bénéficiaires, dont 83 femmes, du Programme de réduction de la violence communautaire (CVR), de la filière couture. Ils ont reçu des kits de démarrage de leurs

activités génératrices de revenus après leur formation professionnelle, notamment sur la production de masques de protection en vue d'approvisionner le marché local.

▣ **En collaboration avec les Ministères de la culture et de la santé**, la MINUSCA a mis en place une résidence de création, regroupant 60 artistes de différentes disciplines (musique, bande dessinée, peinture, théâtre, danse et l'écriture). Les artistes ont travaillé sur les messages édictés par le Ministère de la santé, notamment en ce qui concerne le port obligatoire de masque. A l'issue de la formation, 25 musiciens ont composé et enregistré 5 clips. Tous les enregistrements ont été filmés, et la MINUSCA, à travers sa Division de la communication stratégique et de l'information publique, apporte son appui technique pour la réalisation des 5 clips vidéo. Pour la bande dessinée, une œuvre a également été créée, et les peintres ont réalisé 20 fresques murales dans les 8 arrondissements de Bangui, ainsi que dans les communes de Bimbo et Begoua. ■

EN BREF

Dans le cadre de leurs activités civilo-militaires le contingent marocain de la MINUSCA de Bangassou dans le Mbomou (Sud-est) offre régulièrement de l'eau potable aux ménages dans différents villages, afin d'alléger leur souffrance liée à la pénurie d'eau. Une activité appréciée dans le contexte actuel de pandémie de la maladie à Coronavirus, où le lavage des mains à l'eau potable demeure une mesure barrière capitale.



DU MATERIEL POUR OPTIMISER LES CAPACITES DES JURIDICTIONS MILITAIRES EN RCA

Appuyer l'opérationnalisation du Tribunal militaire permanent et de la Cour martiale de Bangui : c'est l'objectif de la cérémonie de remise, le 15 mai 2020, d'un lot d'équipements et de matériel bureautique et informatique à la Justice militaire centrafricaine par la MINUSCA.

D'une valeur globale de 27.101.249 FCFA, le don a été réceptionné lors d'une cérémonie sobre, pour cause de respect des mesures liées au COVID-19, par la Ministre de la défense nationale, Marie-Noelle Koyara, en présence du Ministre de la fonction publique, Jean-Christophe Nguinza, représentant son collègue de la Justice empêché et de la Cheffe adjointe de la MINUSCA, Lizbeth Cullity.

A travers cet appui, la MINUSCA vise à équiper ces institutions et y créer les meilleures conditions de travail afin de leur permettre de jouer efficacement leurs rôles et responsabilités dans le contrôle civil et démocratique des Forces de défense et de sécurité (FDS).

« En plus de tous les efforts que nous menons ensemble pour la reconstruction de l'armée, la MINUSCA vient une fois de plus de démontrer que sa mission est multidimensionnelle, hormis sa mission première qui est de protéger la population civile », a soutenu Marie-Noelle Koyara qui précise que cet appui va permettre aux juridictions militaires d'optimiser leurs capacités, notamment dans la protection des droits de l'homme.



Pour la Cheffe adjointe de la MINUSCA, cette action justifie le légitime engagement de la MINUSCA à appuyer le Gouvernement centrafricain à construire un État de droit en Centrafrique. « Un pays ne peut pas être fort sans des institutions fortes. Cela est important pour la bonne gouvernance, d'où la nécessité de soutenir les juridictions militaires », a déclaré Lizbeth Cullity.

Outre le don de ces matériels et outils, un autre volet de cet appui est l'aménagement d'un local pour servir temporairement de siège pour le Tribunal militaire permanent et pour la Cour martiale de Bangui.

Deubalbet Wewaye

LE CONTINGENT MAURITANIEN DE LA MINUSCA FAIT ŒUVRE UTILE A BAMBARI

Le contingent mauritanien de la MINUSCA à Bambari a remis, le vendredi 5 juin 2020, un lot de médicaments à l'hôpital de la ville. C'était en présence du maire de la ville et des responsables sanitaires. Les médicaments sont principalement destinés aux soins pédiatriques.

« Nous tenons à remercier très sincèrement le contingent mauritanien de la MINUSCA. A travers ce don de médicaments qui est composé des antibiotiques, des antalgiques, des anti-inflammatoires et autres médicaments, nous allons faire la prise en charge des enfants et leur donner ces médicaments gratuitement », a apprécié le docteur Ulrich Balebanda, directeur de l'hôpital.

Pour sa part le maire de Bambari, Ouakamba Albert a déclaré : « Je ne sais pas comment les remercier par rapport à ce don honorable ».

Le colonel Cheikh Ould Salek, commandant du contingent mauritanien a indiqué que ce geste s'inscrivait dans le cadre des activités civilo-militaires.

« Ce don témoigne de notre attachement aux populations de Bambari et de la Ouaka. Nous leur disons, nous sommes là pour vous soutenir pour que la quiétude et la paix reviennent en Centrafrique. Nous sommes là selon les recommandations et instructions de notre commandement pour porter assistance aux populations nécessiteuses », a-t-il précisé.

Il faut noter que ce soutien destiné aux enfants, dans le contexte de la pandémie du COVID-19, est comme un message pour dire : on n'oublie pas les autres maladies.

Alou Diawara

THERAPIE ARTISTIQUE POUR LES ENFANTS VICTIMES D'AGRESSIONS A KAGA - BANDORO

Pour marquer la Journée internationale des enfants innocents victimes d'agressions, le 1^{er} juin 2020, le contingent pakistanais de la MINUSCA a organisé une séance d'art-thérapie pour les enfants de l'école polyvalente de Kaga-Bandoro, afin de les aider à faire face aux traumatismes.

Les enfants, qui constituent l'un des groupes les plus vulnérables de la société, font souvent les frais des conflits armés. Il n'est pas rare qu'on leur refuse leurs droits fondamentaux, qu'ils soient victimes de violations en tant qu'enfants soldats et de violences sexuelles. La Journée internationale des enfants innocents victimes d'agressions met en lumière la douleur des enfants victimes d'abus physiques, mentaux et émotionnels dans le monde entier.

Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) en République centrafricaine (RCA), les enfants sont parmi ceux qui ont le plus souffert des conséquences du conflit actuel et représentent près de la moitié des 2,6 millions de personnes qui ont besoin d'une aide humanitaire en 2020. Cette année, 800 000 d'entre eux auront besoin d'être protégés contre la violence, notamment la violence sexuelle et sexiste.



La communication verbale peut être particulièrement difficile pour les enfants victimes d'abus. Mais la thérapie par l'art peut aider les enfants à exprimer leurs émotions par la créativité, qui peut servir d'exutoire aux émotions refoulées. 12 enfants âgés de 7 à 11 ans du camp de personnes déplacées internes (IDP) de la MINUSCA, dont cinq filles et sept garçons, se sont réunis pour dessiner et colorier sous l'œil attentif de l'équipe d'engagement féminine (FET) du contingent pakistanais de la MINUSCA. « L'art-thérapie est une technique de projection par laquelle les sentiments, les peurs et les phobies sont exprimés à travers les couleurs », a déclaré le Major Madeeha Awan, conseiller en matière de stress qui poursuit : « L'art est une expression naturelle au même titre que le jeu. Il



peut être efficace dans le processus de guérison. La capacité linguistique des enfants est moins développée que leur capacité cognitive ce qui peut créer des difficultés pour exprimer ce qu'ils ressentent. L'art-thérapie est une action non verbale visant à réduire la colère et à augmenter l'estime de soi, en particulier pour les enfants qui ont subi un traumatisme ».

C'est la première fois que ce type d'activité est organisé pour les enfants dans un camp de déplacés à Kaga Bandoro, grâce au déploiement de la toute première équipe féminine d'engagement du Pakistan. Des initiatives similaires ont été prévues dans le futur, dans différentes écoles d'autres camps de déplacés, tout en respectant strictement les protocoles COVID-19, «pour montrer notre solidarité envers les enfants victimes de violence physique, mentale et émotionnelle», selon les termes du conseiller en matière de stress. Les enfants et les soldats de maintien de la paix de la MINUSCA ont souri joyeusement à la fin de la séance d'art-thérapie.

Ancrée dans la Convention relative aux droits de l'enfant, la Journée internationale des enfants innocents victimes d'agressions affirme l'engagement des Nations unies à protéger les droits des enfants. Le 15 juin 2020, un code de protection de l'enfant a été promulgué en République centrafricaine suite à son adoption en février dernier. Il se traduit par une protection renforcée des enfants et une meilleure reconnaissance de leurs droits, notamment le droit de vivre dans un endroit où ils se sentent en sécurité, d'avoir accès aux soins de santé et à l'éducation et d'être protégés contre la violence, l'exploitation et les abus.

La représentante de l'Unicef, Christine Muhigana et le chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, ont salué cette étape importante : « Le chemin vers la pleine réalisation des droits de l'enfant est encore long et ardu et la promulgation de ce Code s'accompagne de la responsabilité pour nous tous de continuer à nous efforcer de faire en sorte que chacun de ces droits devienne une réalité dans la vie de chaque enfant en République centrafricaine ».

Abou Mouhilou Seidou / Maria Kabatanya

DANS LES RANGS D'UNE PATROUILLE DU GROUPE D'INTERVENTION MIXTE DE BANGUI

C'est à 15h30 minutes que le cortège s'est ébranlé du Commissariat du 5^{ème} arrondissement de Bangui, pour l'entame de la patrouille motorisée de ce 5 juin 2020.

En tête de la procession, un véhicule de la Gendarmerie nationale centrafricaine, avec à son bord sept éléments en plus du conducteur. Le véhicule des gendarmes centrafricains est talonné par celui de la Police des Nations Unies, puis un mini-tank du contingent sénégalais de la MINUSCA ferme la marche. Cette colocation hybride, composée de différentes entités de défense et de sécurité centrafricaines et celles de la MINUSCA a prévu de passer par plusieurs quartiers de l'arrondissement. En sortant du commissariat elle traverse d'abord une partie du marché du PK5, qui est comme à son habitude bondée de monde à cette heure de la journée. Ambiance bon enfant, mais tout le cortège semble être sur le qui-vive. Un incident peut se produire à tout moment, et il faut être prêt à répondre avec promptitude.

Le but de cette ronde est de « créer un climat de sécurité et de confiance avec la population et prévenir les clashes intercommunautaires et marquer la présence de l'ONU auprès des populations », déclare le Commandant du



Groupe d'intervention mixte, le Général de brigade Coulibaly Bamaro. Ce dernier de rajouter que cette action vise également à assurer la liberté de circulation des personnes et des biens et de prévenir tout acte criminel.

La patrouille marque un bref arrêt devant l'Eglise Notre-Dame de Fatima, située non loin du PK5 et connu pour de tragiques événements qui s'y sont produits en 2014. Là, un groupe de jeunes interpelle en langue Sango, ces derniers reçoivent quelques réponses de la part des gendarmes centrafricains, toujours en tête du cortège, tout cela dans une ambiance détendue, mais empreinte de vigilance.

Après cette halte, la procession reprend, passe par le marché Sapaga puis amorce le quartier Fatima en profondeur pour rejoindre le quartier Cattin, Kokoro 5 et Kokoro 1. Il est bientôt dix-sept heures. Un nou-

vel arrêt à proximité d'un carrefour animé. Dans un coin un baffle placé devant un kiosque crache de son mieux de la musique centrafricaine, tandis qu'à quelques mètres des consommateurs de Kangoya (boisson locale) rivalisent à coup de pas de danse. Certains d'entre eux s'approchent du cortège, interpellent, félicitent et réclament plus de patrouilles.

Après environ une demi-heure d'arrêt, cette patrouille qui, il faut le rappeler, est une action permanente dans toute la capitale centrafricaine, reprend son chemin pour repartir au Commissariat du 3^{ème} arrondissement, le point de départ. Elle a ainsi rempli l'une de ses missions majeures qui est la protection de la population civile et la protection de la ville de Bangui et ses environs contre d'éventuelles menaces.

Deubalbet Wewaye

LE SAVIEZ-VOUS ?

La MINUSCA a salué la promulgation, le 15 juin 2020, d'un code de protection de l'enfance par les autorités centrafricaines. Le Représentant spécial a exprimé l'engagement de la Mission à continuer à travailler avec le Gouvernement et d'autres partenaires pour protéger les droits des enfants en RCA. Concernant le Mandat de la MINUSCA dans ce domaine, il a indiqué que l'action de différents partenaires de la protection de l'enfance dont la Mission et l'Unicef, en coordination avec les autorités nationales, ont permis de séparer plus de 14.000 enfants des groupes armés en RCA depuis 2014, dont 415 après la signature de l'APPR-RCA, le 6 février 2019.



En partenariat avec le Collectif des jeunes pour l'éducation, la Police de la MINUSCA a procédé, le 15 juin 2020 au quartier PK5 dans le 3ème arrondissement de Bangui, à la clôture de la campagne de sensibilisation sous le thème "Mobilisons-nous tous contre le Coronavirus". Avec l'appui du Ministère de la santé et de la Mairie centrale de Bangui, 10 séances de sensibilisation ont été conduites au profit de 150 leaders locaux de jeunes et de femmes repartis en groupes de 15. Ainsi formées ils serviront de relais auprès de la communauté en lui transmettant ces acquis via des sensibilisations de porte-à-porte.



EN BREF

Alors que le mouvement Retour-Réclamation-Réhabilitation (3R) poursuit une campagne expansionniste dans la partie Ouest de la RCA, la MINUSCA a lancé une opération dans la région en coordination avec les Forces armées centrafricaines (FACA), destinée à mettre fin aux violences commises contre les civils par ce groupe armé signataire de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). Cette opération a pour but de ramener Sidiki à la raison et protéger la population. «Il faut que le 3R comprenne que sa conduite actuelle est en rupture avec l'APPR», a indiqué le Général Franck Chatelus, Chef d'Etat-major de la Force de la MINUSCA.

À la faveur, ce 22 juin 2020, de l'installation des Sous-préfets de Bambouti et d'Obo, ainsi que du Secrétaire général de la Préfecture, les populations ont reçu de la MINUSCA des kits d'hygiène et de prévention contre le Coronavirus, composés de sceaux, de morceaux de savon et de supports de sensibilisation. Ce lot de matériel a été réceptionnés par les chefs de quartiers et les leaders religieux qui vont les installer dans leurs zones respectives pour accompagner les populations dans le respect des mesures barrières. ■

La MINUSCA, à travers sa section de la Protection de l'enfant a, le 25 juin 2020 à Bria (Est), dans le cadre d'une séance d'explication et de vulgarisation du Mandat à lui confié par le Conseil de sécurité par la Résolution 2499, exhorté les ex-combattants de la localité à libérer et contribuer à faire libérer les enfants associés aux groupes armés.

« L'avenir des enfants c'est à l'école et nulle part ailleurs », leur a martelé Phares Fio, Officier de protection de l'enfant au bureau régional de la MINUSCA, précisant qu'il y a « des projets vocationnels pour les enfants libérés des groupes armés quand ceux-ci sont accompagnés des ONG spécialisées dans la protection de l'enfant ».

Grâce au plaidoyer de la MINUSCA, l'ex-combattant Onesiphor Yagoussou, a déposé son arme pour se reconvertir à la musique. « J'ai tout abandonné, les armes et le banditisme. Aujourd'hui je me suis reconverti à la musique et je chante pour la paix » explique-t-il.



ADMINISTRATION PENITENTIAIRE DEBUT DE STAGE PRATIQUE POUR 149 AGENTS



Ils sont au total 149 agents pénitentiaires civils issus de la première phase du recrutement des 300 agents en formation initiale à l'École nationale d'administration et de la magistrature (ENAM) à commencer, ce 23 juin 2020, leur stage pratique dans six prisons de Bangui et des préfectures. Stage préalable à toute affectation formelle au poste. D'où la nécessité de les préparer aux réalités de terrain auxquelles ils seront confrontés.

Ce stage entre dans le cadre de l'appui à la stratégie nationale de démantèlement des prisons, l'un des axes prioritaires de la politique sectorielle du Ministère de la justice soutenus conjointement par la MINUSCA, à travers sa Section des affaires judiciaires et pénitentiaires (JCS), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ONU Femmes, et financé par le Gouvernement américain par l'intermédiaire du Bureau international des stupéfiants et de l'application des lois (INL).

Pendant les six mois de stage en cours, ils renforceront leurs connaissances théoriques grâce aux réalités pratiques et les défis

quotidiens liés à la gestion des prisons axée sur les droits humains. « Nous cherchons à renforcer les connaissances théoriques des élèves par des activités pratiques typiques dans les prisons », a déclaré Oswald Sengouma, Directeur des études, de la formation statistique et des stages de l'ENAM.

À l'issue des 6 mois de stage pratique, les stagiaires suivront 3 autres mois de recherche et de rédaction des rapports de fin de formation.

Une fois ces rapports validés, les agents seront mis en situation d'emploi par la Direction générale des services pénitentiaires.

Compte tenu de la pandémie de Covid-19, les mesures de prévention et de protection ont été intégrées dans leur programme de stage. L'objectif est que les agents pénitentiaires les approprient afin de les faire respecter dans leurs environnements de travail et de vie.

Il est à noter que la deuxième phase du recrutement de 151 autres agents pénitentiaires civils est en cours. Les résultats des enquêtes de moralité de la Police et de la Gendarmerie nationales sont attendus, afin de planifier les examens médicaux et leur rentrée à l'ENAM pour la formation théorique.

Le soutien technique, logistique et opérationnel de la MINUSCA s'étend tout au long du processus du recrutement à la formation et au déploiement des nouveaux agents sur leur lieu d'affectation, après leur intégration dans la fonction publique.

Tchinro Ye

KAGA-BANDORO LE COMITE LOCAL DE PAIX ET DE RECONCILIATION FAIT LE BILAN DE SES ACTIVITES

À Kaga-Bandoro, le 22 juin 2020, le Comité local paix et réconciliation (CLPR) a présenté aux différents partenaires à savoir la MINUSCA, les agences du système des Nations Unies, les ONG et les autorités locales, une série de recommandations issues de consultations qu'il a menées de février à mai 2020. Il s'agit d'un total de 64 points d'actions basés sur les besoins exprimés par les populations à la base.

Le Comité a fait le point des quatre derniers mois d'activités marqués par la vulgarisation de l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) au cours desquels les préoccupations les plus urgentes des populations de Kaga Bandoro et environs ont fait l'objet d'une attention particulière. Pour Daniel Nguerelesio, Coordonnateur du CLPR, le bilan est positif. « Chaque mois nous avons mené dix activités auprès de la jeunesse, de l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA) et des déplacés. Nous avons recueilli leurs préoccupations telles que le manque de sécurité, l'existence des barrières illégales, le manque d'emplois pour les jeunes, le manque de centres d'alphabétisation. Le Président du Comité technique de suivi de l'Accord (CTS) a tenté de répondre à certaines doléances telles que l'établissement d'actes de naissance que la mairie délivrera bientôt ainsi que la carte d'identité nationale à Kaga-Bandoro », a-t-il précisé.

Des contributions à la paix et au développement appréciées par les partenaires au développement, la MINUSCA et surtout les autorités locales. Serge Kogone, le Secrétaire général de la préfecture, représentant du Préfet de la Nana Gribi-

zi donne un satisfécit au travail abattu par les sept membres du Comité. « Le CLPR a ressorti 64 recommandations dont trois me tiennent à cœur. Celles liées au manque d'infrastructures scolaires, à la faible capacité des centres de santé et à l'insuffisance, voire manque de points d'eau », a-t-il tenu à mentionner, entre autres.

Cet atelier de capitalisation des actions du CLPR a été une occasion de répondre à l'une des préoccupations urgentes des communautés : leur offrir des kits de lavage des mains pour lutter contre le COVID-19. Une action rendue possible grâce à l'appui de la section des Affaires politiques de la MINUSCA.

Assuim Simplicie Gaba



GALERIE DES PHOTOS DU JOUR (PDJ)

<https://www.flickr.com/photos/unminusca/albums/72157713925091826/with/50029224411/>

PDJ 1er juin /Bangassou -Mbomou (Sud-est de la RCA) - Pour lutter contre la propagation du COVID-19, le Projet de réduction de la violence communautaire (CVR) de la MINUSCA a offert des kits d'hygiène (40 kits de lavage des mains, 10 cartons de savon liquide, 10 cartons d'eau de javel, 40 bidons vides) à la commune de Gambo, le vendredi 29 mai 2020, pour encourager la population à observer les mesures barrières telles que le lavage régulier des mains avec du savon.



PDJ 4 juin / Bangui - Dans le cadre de son mandat de protection des populations civiles, Brigade de force opérationnelle inter-armées (JTFB) organise, de jour comme de nuit, des patrouilles conjointes de sécurisation et de proximité avec les Forces de sécurité intérieure de Centrafrique (FSI) dans la capitale centrafricaine.



PDJ 8 juin / Bangui, 8 juin 2020 - Lancement, par la Police de la MINUSCA, de projets d'appui aux Forces de sécurité intérieure (FSI) dans la riposte contre le COVID-19. Financés à plus de 65 millions de FCFA, ces projets permettront l'extension et l'équipement des infirmeries, ainsi que la réalisation de forages et l'installation de châteaux d'eau dans les écoles de Police et de Gendarmerie.



PDJ 18 juin / Bangui - RCA - Freiner la propagation du COVID-19 passe, dans une grande mesure, par l'information et la sensibilisation des populations sur les gestes barrières. Avec l'appui de la MINUSCA, des artistes peintres centrafricains y participent via une série de fresques murales dans les 8 arrondissements de la capitale.



PDJ 21 juin - Barrer la route COVID-19: Des artistes musiciens centrafricains en studio pour produire des clips audio et vidéo de sensibilisation de la population sur l'importance de respecter les mesures barrières. Appui de la MINUSCA.



Retrouvez toute l'actualité de
la MINUSCA sur
minusca.unmissions.org



UN 75
2020 ET AU-DELÀ